

Editorial

Droits de l'homme: attention danger!

On les appelle aussi les Droits humains. On peut même leur ajouter leur corollaire: les devoirs. Mais nous nous en tiendrons dans cet éditorial à leur terminologie officielle: les Droits de l'homme. Sur le plan international, c'est le Conseil des Droits de l'homme qui est chargé de les faire respecter, en particulier la Déclaration universelle des Droits de l'homme adoptée et proclamée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948.

Il est utile de rappeler quelques grands principes de cette déclaration. A l'article 1, il est dit: «*Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. Ils doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.*». L'article 2 affirme: «*Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune de naissance ou de toute autre situation.*». Enfin, l'article

5 assure: «*Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.*».

Selon Amnesty International, ces règles ne sont pas respectées dans de nombreux pays. Parmi ceux-ci, plusieurs siègent au Conseil des Droits de l'homme, notamment l'Arabie Séoudite, la Chine et la Libye. La récente nomination de ce pays a été contestée par plusieurs dizaines d'ONG qui estimaient la Libye indigne de siéger dans cet organisme. Rien n'y a fait: la Libye du colonel Kadhafi a recueilli 155 voix sur 192 votants. Il y a de quoi s'inquiéter de la conception qu'ont certains pays des Droits de l'homme.

Les pays occidentaux respectent globalement les Droits de l'homme mais on peut avoir quelques inquiétudes en lisant l'actualité. En Suisse, sous prétexte qu'il y a trop de jeunes qui demandent à être affectés au service civil, on remet en question le libre choix des citoyens. En Espagne, le célèbre juge Baltazar Garzón, celui qui a fait arrêter le général Pinochet, est suspendu parce qu'il a proposé d'ouvrir une enquête sur les disparitions de la guerre civile et du régime franquiste. Même dans les pays dits développés, la régression démocratique nous menace si nous ne réagissons pas immédiatement dès que des droits acquis sont menacés.

*Mes doigts depuis longtemps
s'écorchent sur le vide
et ma voix de crier
s'étrangle de ses mots*

Francis Dindeleux, *Dérives*

Comité rédactionnel de *l'essor*

Les Indiens Kogis

La mémoire des possibles, Acte Sud, 2009

Les Indiens Kogis, ce peuple racine comptant environ 12'000 habitants, vit depuis près de 4000 ans dans la Sierra Nevada de Santa Marta, ce massif haut de 5775 mètres qui plonge dans la mer des Caraïbes, tout au nord de la Colombie. Fuyant les conquistadors, ils ont pu garder leurs coutumes en s'établissant sur les hauteurs de leur montagne sacrée dont ils se sentent les gardiens, eux, les Grands Frères. Spécialement préoccupés par la dégradation de la nature du fait des dégâts causés par les Petits Frères (nous), ils ont désiré nous rencontrer, d'abord en France, même à Genève en 2004, et maintenant en participant à l'élaboration d'un grand livre, richement illustré, nous parlant à la fois de leur vie, de leur philosophie à travers la voix de leurs sages, les Mamus, et de nombreuses personnalités sensibles à leur art de vivre. Sujets étudiés: Territoire – Identité – Equilibre – Connaissances – Vivre ensemble – Vivre reliés. Quelques extraits:

«Lorsque l'Homme aura tué le dernier animal, abattu le dernier arbre, pollué la dernière rivière, pêché le dernier poisson, alors seulement il se rendra compte qu'il ne peut pas manger l'argent»

Proverbe amérindien
mohawk

«Tout est écrit dans la nature, et notamment la façon dont il convient de canaliser l'énergie entre la vie et la mort, pour éviter le chaos. C'est là que nous savons comment maintenir le monde en harmonie, comment penser et agir ensemble, afin d'éviter les maladies, les catastrophes naturelles, les grèves et les disputes familiales, car tout est relié. Les règles et les lois occidentales sont faites par les hommes au profit de la société humaine. La loi kogis est cosmique, elle permet de maintenir l'équilibre du monde au service de la vie. Il y a une seule loi de la nature qui est

la même pour tous. Nous les Kogis, on essaye de garder l'équilibre chez nous... mais vous, que faites-vous de votre responsabilité? Pourquoi ne pensez-vous plus le monde? La pensée, qu'elle soit kogis ou non, c'est la même pensée, la même conscience. La vraie question, c'est de savoir comment se servir, comment utiliser cette pensée. Si demain on utilisait un peu mieux notre conscience, notre pensée, on pourrait commencer à se parler, à échanger entre sociétés qui se respectent. Aujourd'hui, la nature est malade. Il y a beaucoup de pollutions. Seuls, nous ne pouvons pas protéger la terre, ensemble nous pouvons faire quelque chose. Il n'est plus temps de parler mais d'agir...»

Mamu Marco Barro, octobre 2004

«Jamais la nature ne nous trompe; c'est toujours nous qui nous trompons».

Jean-Jacques Rousseau

«Nous ne sommes pas pauvres, vous les Petits Frères êtes plus pauvres que nous. Nous n'abîmons rien, au contraire, nous protégeons ce que nous donne la nature. Nous avons de l'eau en quantité, claire et limpide, des arbres, des fruits. Chez vous, vous avez tout détruit. Chaque jour vous êtes plus pauvres... Nous ne dépendons de rien ni de personne pour vivre, faire une maison, manger, nous chauffer. Nous sommes libres. Les Petits Frères deviennent plus pauvres car ils détruisent tout ce que la nature leur a donné.»

Mamu Miguel Dingula

Qu'écrivait l'ancien directeur de l'Office fédéral de l'environnement en conclusion d'une visite qu'il fit d'un village kogis avec d'autres ministres de l'environnement du monde entier qui s'étaient réunis à Cartagena en Colombie pour finaliser un document destiné à un programme des Nations unies:

«Concrètement, il nous faudrait pouvoir remettre en cause le dogme de la croissance, ralentir notre rythme de vie et cultiver dans le cœur de chaque personne et de chaque institution des valeurs d'amour, de respect, de sobriété, de partage et de joie. C'est de cela dont parlent les Kogis... Je ne suis pas sûr que nous soyons prêts à l'entendre.»

Philippe Roch

«La pauvreté conviviale est un art de vivre archétypique et plusieurs fois millénaire qui reste encore la dernière arme efficace de tous les hommes et femmes libres du monde dans la lutte contre la misère... La misère, par contre, exprime la condition d'un sujet aliéné ayant perdu tous ses moyens et possibilités de vivre en dignité. D'un être dont la puissance d'agir (ce que Spinoza appelle sa potentia) a été gravement altérée. Un état d'aliénation et d'impuissance s'installe alors chez le sujet affecté qui ne discerne même plus ce qui est bon ou mauvais pour lui. Les Kogis n'ont certes aucun des comforts ou des «sécurités sociales» qui constituent pour les économistes les avantages évidents d'une vie moderne, mais ils vivent encore bien mieux que les quatre milliards de déracinés que l'économie moderne a déjà acculés à la misère.»

Majid Rahnema, écrivain et diplomate international

«Notre folie, à nous autres, est de croire aussi que toute la nature, sans exception, est destinée à notre usage».

Fontenelle

Et pour clore, un conseil du Mamu Miguel Dingula: *«De la capacité de faire vivre l'humour, condition pour rester léger et tenir à distance la lourdeur du monde.»*

Susanne Gerber

Il est urgent... de ne rien changer!

«Le modèle néolibéral a suscité une hausse des profits par la compression des salaires, mais en vendant de plus en plus à crédit et en détournant une part croissante des investissements vers des activités spéculatives.»

Cette analyse, tirée du bimensuel *solidaritéS* du 3 juin dernier, résume bien ce qu'est le néolibéralisme. Aujourd'hui, on le considère comme responsable de tous les maux qui frappent notre planète. A tort ou à raison, on l'accuse d'avoir provoqué l'accroissement des inégalités sociales, la crise économique que traversent de nombreux pays, le dysfonctionnement des banques et même la détérioration de la nature et du climat.

Dans son «Dictionnaire incorrect», Jean-François Kahn, journaliste et député européen, donne la définition suivante: *«Le néolibéralisme est au libéralisme véritable ce que le stalinisme fut au socialisme, à la fois sa prolongation et sa totale perversion.»* Plus loin, il enfonce le clou: *«Les néolibéraux constituent une secte. D'abord, ils ont leur propre Dieu, «le marché». Comme toutes les divinités uniques, celle-ci est invisible, immatérielle, omniprésente, intemporelle et incontournable. Elle est à la fois le vrai, le bon, le droit et le juste.»*

Les vrais libéraux rêvent d'une propriété diffuse; le néolibéral d'une propriété concentrée, fût-ce au prix d'une ruine de la petite propriété. Le libéral est obsédé par la diversité et la pluralité; le néolibéral trouve, au contraire, tout à fait normal qu'il y ait concentration dans les entreprises et dans la presse. Le libéral est soucieux de l'égalité d'accès au marché; le néolibéral, à l'inverse, considère qu'il est essentiel de contrôler, puis de protéger des parts de plus en plus importantes du marché.

Au plus fort de la récession, le néolibéralisme était unanimement condamné. Mais ceux qui avaient provoqué la dégradation de la situation et qui s'étaient remplis les poches sans scrupules étaient aidés par les Etats. Les banques notamment, qui accordent des millions de francs de bonus à leurs dirigeants, étaient renflouées avec l'argent des contribuables.

«Plus jamais ça», entendait-on, aussi bien à droite qu'à gauche de l'échiquier politique. Avec des tremolos dans la voix, les uns et les autres promettaient des changements, des lois plus contraignantes, des règles plus éthiques, des normes plus morales. Et soudain, la situation s'est améliorée, les exportations ont retrouvé leur croissance et la consommation a repris des couleurs. Et, du même coup, certains ont oublié leurs bonnes résolutions.

«On apprend, dans les cours d'économie, en particulier dans les grandes écoles de commerce, que la main invisible du marché régule spontanément les rapports entre producteurs et consommateurs médiatisés par des marchandises et des services. Mais quand on découvre qu'une économie virtuelle qui ne médiatise aucune marchandises ni aucun service, et ne nécessite ni producteurs ni consommateurs, brasse des sommes 50 fois plus importantes que l'économie réelle... où est la morale? Où est la logique?»

Jean-François Kahn

A cause du néolibéralisme, certains Etats se sont ruinés. On parle beaucoup de la Grèce en ce mo-

ment, mais d'autres pays seront bientôt touchés. Pour diminuer leur dette, ils demandent un effort démesuré aux fonctionnaires et aux classes les plus défavorisées. Mais pas d'impôts supplémentaires pour les riches, pas de ponctions sur les grosses fortunes. Et, le comble de l'obscénité, c'est que les banques, celles-là mêmes qui ont été sauvées grâce à l'argent des Etats, pratiquent des taux usuraires pour venir au secours des pays endettés. En réalité, ce n'est pas les pays concernés qu'elles aident, mais elles-mêmes.

Sur le plan fédéral, on assiste ces jours à de spectaculaires retournements de veste. La droite et l'extrême droite refusent de fixer des conditions plus sévères pour encadrer l'économie et les banques et leur éviter de nouveaux dérapages. C'est ainsi qu'ont été refusées une taxation plus forte des bonus, l'introduction d'une fiscalité plus juste et une meilleure régulation des marchés.

Dans son soutien forcené aux puissants lobbys de l'économie, la majorité du Parlement fédéral a aussi rejeté l'idée de taxer les automobilistes pour faire diminuer les émissions de CO₂ et refusé que l'accord fiscal avec les Etats-Unis soit soumis au peuple par le biais d'un référendum facultatif. Et dire que l'UDC se proclame le champion des droits populaires!

Moralité: il y a un décalage énorme entre ce que veut le peuple et ce que décident leurs représentants à Berne. Avant de déposer son bulletin de vote dans l'urne, il serait bon de connaître les positions effectives des parlementaires.

Rémy Cosandey

Outre cinq membres du comité rédactionnel (Emilie Salamin-Amar, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, François Iselin et Rémy Cosandey), six autres personnes ont permis d'enrichir ce forum. Il s'agit de:

- Christiane Betschen-Piguet, architecte-urbaniste, L'Orient
- Ivo Rens, professeur honoraire de l'Université de Genève, Genève
- Théo Buss, théologien, journaliste, La Chaux-de-Fonds
- Georges Tafelmacher, pacifiste, antimilitariste, altermondialiste, Lully
- Claude Calame, historien, professeur UNIL, Lausanne
- Christophe Tafelmacher, avocat et militant, Lausanne

Libéralisme, néolibéralisme et ploutocratie

Qu'est-ce que le libéralisme? Il est habituel de distinguer le libéralisme politique du libéralisme économique. Pourtant, dans l'histoire, l'un et l'autre apparaissent au XVII^e siècle puisque l'ouvrage posthume de William Petty, *l'Arithmétique politique*, qui fut l'un des premiers à expliciter la notion de lois naturelles de l'économie, est paru en 1690, soit la même année que *l'Essai sur le gouvernement civil* de John Locke, le plus célèbre théoricien de l'anti-absolutisme. L'auteur de la *Richesse des nations* (1776), Adam Smith, considéré comme le fondateur de la science économique, est d'ailleurs un philosophe avant d'être un économiste libéral. En réalité, le libéralisme s'est affirmé au XVIII^e siècle comme un mouvement philosophique et sociologique visant à substituer aux aléas suspects de la politique les lois objectives et impersonnelles du marché. Certes des marchés avaient existé dans les cités de l'Antiquité, mais la notion de lois du marché était au XVIII^e siècle une idée neuve qui semblait promettre aux individus, avec le «doux commerce», un cadre socio-politique autorégulé exempt d'arbitraire.

«C'est bien en comprenant la société civile comme marché que Smith a révolutionné le monde.» Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique, Critique de l'idéologie économique*, Seuil Paris, 1979.

Ce sont ces valeurs dont se réclament les libéraux des XIX^e et XX^e siècles, avec toutefois d'innombrables nuances qui s'expliquent surtout par la mutation anthropologique intervenue subrepticement au cours du XIX^e siècle du fait de la rapide diffusion en Europe et en Amérique du nord de la révolution industrielle. Celle-ci se caractérise non seulement par la substitution progressive, dans la production artisanale, puis agricole, de machines mues par l'énergie fossile – le charbon, en attendant le pétrole et le gaz – mais aussi par la substitution progressive de sociétés de capitaux

aux entreprises individuelles, familiales ou aux sociétés de personnes. La combinaison de ces deux changements se traduit notamment par l'apparition d'une nouvelle classe sociale, le prolétariat ouvrier dont le paupérisme et la misère suscitérent la naissance des doctrines socialistes, mais aussi l'interventionnisme limité de nombre de libéraux comme John Maynard Keynes avec *la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) ou encore Karl Popper avec *La Société ouverte et ses ennemis* (1945).

«Trop longtemps les économistes ont prêché en faveur de la maximisation de nos propres profits. Il est grand temps que l'on sache que la conduite la plus rationnelle consiste à minimiser les regrets.» Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie. Ecologie, Economie*, Ed. Jacques Grinevald et Ivo Rens, 3^e édition revue et augmentée, Editions Ellébore-Sang de la Terre, Paris, 2006, (Ed. or. 1979).

Antérieurement à cette orientation, parfois même socialisante, du libéralisme, l'économie néoclassique d'un Jevons, d'un Walras ou d'un Pareto avait entrepris une mathématisation de la science économique sur le modèle de la physique newtonienne, se réclamant aussi du libéralisme, mais assimilant progressivement toutes les relations sociales aux lois du marché, les désirs solvables aux besoins, les valeurs aux prix et les ressources naturelles au capital. L'œuvre de Friedrich von Hayek et celle de Milton Friedman de l'Ecole de Chicago, préconisaient une réduction drastique du rôle de l'Etat qui se traduit par les politiques de déréglementation et de mondialisation de Margaret Thatcher (1979-1990) et de Ronald Reagan (1981-1989), avant-garde de la vague néolibérale qui s'étendit depuis lors à l'immense majorité des Etats. La dérive ploutocratique du libéralisme triomphait.

La Révolution industrielle au XIX^e siècle et son expansion mondiale au XX^e siècle furent principalement conduites par des pouvoirs se réclamant de diverses variantes du libéralisme, mais dans un contexte où les individus étaient toujours plus supplantés par les prétendues «personnes morales» que sont les sociétés de capitaux. Ses bienfaits pour de larges secteurs des premiers pays industrialisés et de quelques autres doivent être mis à son crédit. Mais, en regard, que de misères sociales et de dégâts infligés à la nature et surtout quelle effroyable perspective que celle de l'effondrement inéluctable de la civilisation industrielle! En effet, le système capitaliste se réclamant du libéralisme ne peut prospérer et même survivre qu'en poursuivant la croissance économique et en la maximisant. Or la croissance illimitée dans un environnement limité est évidemment impossible. Toutefois, la prise de conscience par l'opinion publique des dommages causés par le système industriel à l'environnement accuse plus d'un siècle de retard par rapport au décollage de l'industrialisation. C'est en effet bien après la Deuxième Guerre mondiale que naquit l'environnementalisme et la sensibilisation de larges secteurs socio-politiques à l'écologie.

En ce début de XXI^e siècle, les impasses s'accumulent: explosion démographique à l'échelle planétaire, passée de 1,75 milliard en 1910 à près de 7 milliards en 2010, pénurie croissante d'eau douce, prochaine déplétion du pétrole, menace climatique, déforestation, disparition accélérée de très nombreuses espèces végétales et animales, dégradation des milieux aquatiques et des sols du fait notamment du recours croissant aux engrais chimiques et aux pesticides, impasses qui ne peuvent qu'aggraver les antagonismes politiques préexistants entre les Etats. La biosphère est malade de *l'homo industrialis*. Faute d'écocivisme biosphérique, l'avenir de l'humanité est passé du rêve américain au cauchemar de la fin d'un monde, le nôtre!

Ivo Rens

Le néolibéralisme, une dangereuse non-pensée

Wolfgang Pauli – un des physiciens marquants du XX^e siècle – n’aimait pas les expressions vagues et déclarait n’appartenir à aucune école philosophique désignée par un nom se terminant par le suffixe «isme». Il était de plus opposé à l’utilisation des «ismes» en rapport avec des théories scientifiques (matérialisme, relativisme, darwinisme, etc.). Qu’aurait-il dit du libéralisme? Le dictionnaire en offre trois définitions:

- Doctrine des partisans de la liberté politique.
- Doctrine selon laquelle le libre jeu de l’entreprise ne doit pas être entravé.
- Attitude de tolérance vis-à-vis des opinions d’autrui.

D’ajouter le préfixe «néo» à un concept peu clair ne fait en général qu’ajouter à la confusion. Il sert à faire croire que l’on a remodelé, perfectionné le concept, alors qu’il ne fait que le rendre plus fumeux. Il signale en fait que le «isme» en question a été un échec et qu’il vaudrait mieux l’abandonner.

Dans l’optique d’un forum sur le néolibéralisme, il est clair que c’est la deuxième définition ci-dessus qui est la mieux adaptée si l’on veut parler de dérive. Mais ne pas vouloir entraver le libre jeu de l’entreprise a finalement abouti à laisser le renard en liberté dans le poulailler. En effet, toute entreprise qui veut aujourd’hui se maintenir dans le monde économique doit faire du profit, ou au moins maintenir une activité qui génère un revenu exprimé en termes d’argent. Et pour cela elle doit être

concurrentielle, soit faire mieux ou même écraser ou racheter les autres qui travaillent dans la même branche. De plus, les intérêts de la collectivité, de la nature, de l’environnement, sont presque toujours sacrifiés à ceux des entreprises sous prétexte précisément que ces derniers ne doivent pas être entravés.

Comment se fait-il que l’on veuille donner à l’entreprise, et donc à l’économie, une priorité aussi extraordinaire? On ne peut pas éviter de faire ici la liaison avec la «pensée unique» qui est, selon la définition du Monde Diplomatique, la traduction en termes philosophiques à la prétention universelle des intérêts du capital international. Et c’est cette non-pensée, pour reprendre les termes de Cornélius Castoriadis, qui sert de fondement au néolibéralisme lequel mène l’humanité à la catastrophe.

Prenons le cas de l’agriculture. On en est arrivé à grand renfort de néolibéralisme à laisser des multinationales comme Monsanto, Syngenta et d’autres détruire les sols et empoisonner la nourriture, faisant ainsi augmenter la faim dans le monde dans le but de faire du profit en vendant leur dangereuse camelote, profit qui est le critère absolu de succès dans le monde capitaliste. Aujourd’hui, même les plus fidèles soutiens des multinationales de l’agroalimentaire industriel comme le FMI ou la Banque mondiale ont dû se rendre à l’évidence: la petite agriculture multifonctionnelle permet beaucoup mieux que les multinationales d’assurer l’alimentation de l’humanité (voir: *La Revue Durable*, No 37, 2010).

On est donc revenu au point de départ, mais non sans avoir causé beaucoup de dégâts et de misère chemin faisant, en particulier en produisant des plantes génétiquement modifiées (PGM). Ces PGM, dont le but premier est le profit des entreprises agrochimiques, présentent des dangers à long terme que l’on s’efforce de sous-estimer ne pouvant vraiment les quantifier. L’Agence européenne de sécurité des aliments (AESAs) s’est en effet aperçue que les règles d’évaluation des risques posés par les PGM n’étaient pas pertinentes et devaient être modifiées.

De plus, les PGM n’ont jamais été nécessaires. Les paysans ne les ont pas demandées, ni d’ailleurs les consommateurs qui, au contraire, s’en méfient avec raison. De croire que l’on peut améliorer le vivant en modifiant des gènes témoigne d’une extraordinaire naïveté puisque la vie échappe à la compréhension humaine. Il n’y a pas de «science de la vie» si par science on entend la science objective basée sur le postulat d’objectivité de la nature. Malheureusement cette science est la seule reconnue – et financée – par l’officialité, probablement parce qu’on peut en espérer des applications profitables. On est de nouveau en plein néolibéralisme.

Il me semble donc que l’on ne peut pas parler d’une dérive du néolibéralisme. C’est le néolibéralisme qui est en lui-même une dérive. Une dérive par rapport au bon sens, au respect des gens et de la vie en général. Il est à mettre au musée des horreurs avec la plupart de ses conséquences: l’agrochimie, le commerce des armes, les déchets radioactifs, le salaire de M. Vasella et j’en passe.

Si l’on veut retrouver une société conviviale, il faut descendre l’économie de son piédestal et limiter la liberté des entreprises et, pourquoi pas, promouvoir la liberté politique et la tolérance vis-à-vis des opinions d’autrui, même si elles condamnent le système économique dévastateur qui dirige le monde aujourd’hui.

Pierre Lehmann

«Créer massivement des emplois sans croissance est possible: en investissant massivement dans le logement (ce qui ferait baisser les loyers); en investissant massivement dans les économies d’énergie (ce qui ferait baisser les dépenses de chauffage); en investissant dans les transports en commun et les modes de circulation douce (ce qui améliorerait notre qualité de vie à tous); en favorisant une agriculture de circuits courts, moins polluante, donc économe en énergie mais riche en emplois non délocalisables; en développant les services publics utiles à la petite enfance et aux personnes âgées; en engageant la transformation écologique de l’économie.»

Libération, 20 mai 2010

Quatre DVD pour un verdict: ce système est mortifère

«*Il n'y a pas trop d'êtres humains sur la terre, mais trop d'automobilistes*», dit malicieusement le slogan des objectifs de croissance. Pour le formuler autrement: il y a trop d'habitants du nord qui polluent et surconsomment l'énergie. En 1980 déjà, un États-unien consommait autant d'énergie que 2 Européens, que 168 Tanzaniens

et que 900 Népalais. Depuis, le fossé s'est encore élargi. Le problème, écrit Stéphane Lavignotte citant Andrew Feenberg, c'est que «*le rapport du capitaliste à l'environnement est déterminé par la recherche du profit à court terme et son habilité à en faire payer les frais par d'autres.*»

En Suisse, nous avons opté pour ce modèle nord-américain au début des années 50. Imaginons un instant le réseau dense, confortable, bien huilé que nous aurions si les investissements pour les autoroutes étaient allés vers les transports en commun... Récemment, quatre films DVD sont sortis qui expliquent et illustrent ce qu'il y a de faux et de pervers dans le système néolibéral. L'avantage des informations filmées, c'est que l'analyse et les recommandations sont plus ramassées. Pour une fois, faisons ce choix. Et recommandons la diffusion de ces quatre documentaires.

Comment l'industrie alimentaire affame le tiers-monde

Tel est le sous-titre du film de l'Autrichien Erwin Wagenhofer «*We feed the world*» (Nous, prétendent les multinationales, nourrissons le monde, 2007), qui réussit à nous convaincre que la racine du mal est le principe du profit. A Graz, deuxième ville d'Autriche, on jette 2 millions de tonnes de pain par année. A El Ejido au sud de l'Espagne, des Africains sont exploités comme des esclaves pour produire des légumes qui sont vendus à un prix si bas sur le marché de Dakar qu'il ruine les maraîchers sénégalais!

Que font les banques de notre argent? La réponse se trouve encore chez Wagenhofer, dont le film «*Let's make money*» (Faisons des bénéfices, à tout prix, 2008) cite des entrepreneurs du nord qui avouent que les investisseurs ne s'occupent nullement d'éthique et de protection de l'environnement. Les mines à ciel ouvert (les plus polluantes!) du Ghana rapportent 3% de bénéfices à l'Afrique et 97% aux pays dits avancés! Le ressort du système, c'est de renverser les barrières protectrices de toutes sortes et de – du latin *privare*, dépouiller – l'Etat. Lorsque la Banque mondiale (que le cinéaste appelle *US Bank*) investit, la seule chose qui intéresse ses commanditaires est de pomper massivement les matières premières.

Une interview inouïe met en scène un

Je sens venir des catastrophes

De nombreux écrivains, et pas des moindres, pressentent un grand chambardement dans un avenir proche. Le plus fameux appel, véritablement prophétique, est celui du Club de Rome qui, en 1972 déjà, avait alerté le monde sur les limites de la planète terre, dans son rapport *The Limits to Growth* traduit un peu rapidement «*Halte à la croissance*». Les auteurs en étaient quatre savants du MIT à Boston: Donella Meadows, Jürgen Randers, Dennis Meadows, et William Behrens.

En 1977, Denis de Rougemont, philosophe «européen», écrivait: «*Je sens venir une série de catastrophes organisées par nos soins diligents quoique inconscients.*» La même année, René Dumont, un de nos maîtres à penser tiers-mondistes, publiait «*L'utopie... ou la mort*». Ayant été peu ou pas entendu, il récidivait avec «*Un monde intolérable: le libéralisme*» (1988), une critique du système qui anticipe celle des altermondialistes. Le livre «*Un monde à la dérive*», réunit en 2005 les «Entretiens et débats avec Cornelius Castoriadis», le philosophe et psychiatre gréco-français.

Dans une conférence tenue à Québec en 2001, l'écrivain français Jean-Claude Guillebaud posait la question pertinente «*L'homme est-il en voie de disparition?*». Peu après, l'équipe de l'IUED (Institut universitaire d'études du développement) sortait une série d'essais, «*Brouillons pour l'avenir – Contributions au débat sur les alternatives*» (2003), où l'analyse du désastre de l'idéologie occidentale du capitalisme – voir en particulier Gilbert Rist: *Le développement, histoire d'une croyance occidentale* (1996) – tient une place primordiale. L'écrivain français Yves Paccalet y allait en 2006 de son pamphlet «*L'humanité disparaîtra, bon débarras*». Enfin, dans son dernier essai, Amin Maalouf nous parle du même phénomène, qu'il appelle «*Le dérèglement du monde*» (2009).

Entre-temps étaient venus les auteurs critiques du concept de croissance, et en général partisans de la décroissance sélective, André Gorz (1991!), Ivan Illich avant lui, Raimon Panikkar, Majid Rahnema, Albert Jaccard, Olivier Abel, Jean-Paul Besset, Jean-Claude Besson-Girard, Vincent Cheynet, Nicholas Georgescu-Roegen, Serge Latouche (son livre «*Le pari de la décroissance*» est le plus dense et le plus informatif), Stéphane Lavignotte, Olivier Abel, Vandana Shiva, Susan George, Arundathy Roy et tant d'autres (bibliographie à disposition).

Après cela, quand éclate la bulle des spéculateurs et autres banquiers malhonnêtes, souvent assassins, certains analystes et politiciens culotés, naïfs ou ignorants, tous menteurs, osent prétendre en 2007 que «*personne n'avait prévu cette crise*». Crise à la fois morale, climatique, économique, écologique, énergétique, alimentaire, ... fort bien synthétisée par le philosophe français Michel Serres dans son dernier ouvrage paru: «*Le temps des crises*» (2009). En Bolivie, le théologien Gregorio Iriarte va jusqu'à affirmer que le néolibéralisme est entré en coma! *Tb*

suite en page 7

ancien «agent spécial» de Washington, qui avoue à visage découvert qu'il a participé à des opérations secrètes: «Quand un président latino-américain se rebiffe contre la «défense des intérêts des USA», nous allons le trouver et lui offrons de l'argent, beaucoup d'argent. S'il n'obtempère pas, nous lui envoyons les *chacals*». C'est ainsi que sont morts les présidents Salvador Allende (11 septembre 1973, Chili), Jaime Roldós (1981, Equateur) et Omar Torrijos (1981, Panama), ainsi que le premier ministre du Congo Patrice Lumumba (1961, voir le film Lumumba)! Et en dernière analyse, «nous occupons le pays», conclut cet agent...

Autre caractéristique de la mondialisation: les financiers restructurent les entreprises dont ils s'emparent, augmentent les dividendes et les bonus pour actionnaires et directeurs, licencient des milliers d'employés, et quand ces entreprises sont exsangues, ils les revendent...

Le mur invisible

Parfois je me demande jusqu'où ira-t-on, quand verrons-nous enfin le mur de la saturation? Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale on nous encourage à consommer. Il est vrai qu'à cette époque lointaine bon nombre de foyers ne disposaient pas encore d'un minimum de confort, à commencer par l'eau courante, une salle de bains, une ligne téléphonique, un presse-purée, un appareil électroménager. En ce temps béni de reconstruction, tout un chacun revendiquait le droit à la consommation. Le temps des privations est fini! Nous sommes libres de posséder tout ce qui se fabrique sur le marché. Mieux! C'est devenu un droit civique, sacré, associé au rêve, au bonheur, à la raison même d'exister. La nouvelle devise depuis est: je possède, donc je suis.

Mais, jusqu'où ira la course à la possession d'objets inutiles que nous fabriquons nos industries? A quand la prise de conscience du fait que le mot libéralisme n'est qu'un leurre, l'opposé du mot liberté. Alors que l'on nous fait croire que nous sommes libres, nous sommes bel et bien manipulés par les médias et la publicité. Sournois, le désir d'accumuler encore et

C'est ce qu'illustre Michael Moore dans son film «*Capitalism – a love story*», sorti en 2009, à partir de l'histoire de l'usine d'automobiles où son père travaillait, et qui n'est plus qu'une ruine. Avec son style percutant, Michael décrit ensuite comment le sauvetage des entreprises sinistrées fut opéré par le groupe de pouvoir autour de George W. Bush: il fallut pressuriser le Parlement, pour qu'il accepte de violer un article constitutionnel et plusieurs articles de lois, sous le prétexte d'empêcher de sombrer «les entreprises et banques responsables de la crise». Moore appelle cette manœuvre de 700 milliards \$ «la plus grande escroquerie de l'histoire».

Avant de conclure, il faut mentionner *L'Encerclement ou La démocratie dans les rets du néolibéralisme*, le film québécois de Richard Brouillette (2008). Juste deux exemples parmi les multiples scandales dénoncés par les meilleurs spécialistes. La propagande n'a pas été inventée par Hitler

encore des objets, des trucs inutiles, s'est propagé tel un virus autour de la planète. Assommés, pollués, matraqués par la pub, notre modèle idéal du bonheur est symbolisé, pour une grande majorité de personnes, par une cuisine équipée ou une voiture 4x4 de préférence. Au nom de la libre entreprise on nous surveille grâce aux caméras installées à chaque coin de rue dans les villes. Alors que nous avons le nez dans nos caddies, isolés du monde par une musique venant de nos iPod ou les yeux rivés sur nos consoles de jeux, insouciantes, d'autres jouent avec nos émotions. Ils utilisent la peur et au nom de la sécurité ils nous ont fabriqué des papiers d'identités biométriques pour mieux nous fichier. A quand la puce sous-cutanée obligatoire équipée d'un système GPS afin de mieux nous tenir en laisse invisible? Est-ce donc cela la libre concurrence, la liberté, le progrès?

A quoi bon acquérir des postes de télévisions aux écrans plats, de plasma, dits cinéma, si l'on ne dispose pas de suffisamment de recul dans son salon? Pourquoi souscrire à un abonnement chez un hébergeur pour capter plus de cent chaînes de programmes

ou Goebbels, mais par le capitalisme US. Et: le vrai visage de la perversité du système apparaît lorsque Paul Wolfowitz passe de secrétaire à la Défense (d'où il a planifié et conduit l'invasion de l'Irak) à la présidence de la Banque mondiale!

Concluons: nous vivons une crise des valeurs morales. Pour que le système change, la pression de la base doit augmenter au décuple, alors que le conditionnement par les médias a rendu les gens dociles. Mais nous tous pouvons mettre la main à la pâte, en modifiant nos habitudes alimentaires. Citons les chiffres du calendrier de Carême 2010: «La vache du riche mange le grain du pauvre; il faut 7 à 9 calories végétales pour produire une calorie animale. Par hectare, l'élevage de bœufs permet de nourrir 22 fois moins de monde que le riz. Un kilo de bœuf nécessite jusqu'à 100'000 l. d'eau, soit 100 fois plus qu'un kilo de blé...».

Théo Buss

de télé? A rien! Et pour cause, je me suis amusée à imaginer comment je procéderais si j'avais ce genre de commodité chez moi. Il me faudrait disposer chaque jour de quelques bonnes heures afin de pouvoir éplucher le programme du jour pour faire le bon choix. Tâche trop fastidieuse qui nécessite en outre de prendre des notes ou d'avoir une bonne mémoire. La facilité qui nous est alors offerte est de zapper. Passer d'une chaîne à l'autre, juste le temps d'apercevoir deux ou trois images au passage. Arrivée au bout de la centième chaîne, ma soirée est bien avancée et le besoin de me mettre au lit se fait ressentir. Saoulée par le défilé accéléré de quelques trois cent images, la cervelle vidée, essorée, je plonge dans les bras de Morphée et rêve du mur de la bêtise humaine en couleurs et en 3D.

Alors que certains esprits éclairés crient haut et fort que nous allons droit dans le mur, d'autres ne savent même pas de quel mur il est question. Il est vrai que pour une majorité de gens, ce n'est qu'au pied du mur, que l'on voit le mur... après être rentré dedans!

Emilie Salamin-Amar

Le néolibéralisme n'est qu'un fond de culotte

Le libéralisme ainsi que son fils naturel le néolibéralisme, prônent une limitation du rôle de l'Etat à son expression la plus simple, soit de fixer un cadre aux échanges économiques avec le moins d'entraves possibles, d'imposer une morale unidirectionnelle formatrice et des valeurs de domination et de pouvoir soft. Le néolibéralisme n'est autre que l'expression brutale de la nature humaine dans tout ce qu'elle a de dure, de cruelle, d'impitoyable, d'inhumaine, de contraignante et d'imposante et il est même la forme la plus aboutie d'une dictature des élites et des méritants, des leaders et des charismatiques que cette terre ait porté depuis que les hommes ont inventé l'élitisme, le pouvoir et l'enrichissement. Il est l'expression même de notre égocentrisme, de notre obsession du pouvoir, et son moteur est la concurrence et la compétitivité, formidable machine de ségrégation et d'hiérarchisation des individus car il les classe selon leurs performances évaluées selon les besoins économiques conçus par des dirigeants intéressés à la consolidation de leurs fortunes et de leurs empires. Le néolibéralisme n'est rien d'autre que l'abâtardissement des nobles concepts de l'anarchie libertaire qui, elle, prônait le droit de disposer librement de sa force de travail et des produits de son travail, la liberté d'échanger, de contracter, d'entreprendre, à tous les niveaux, pour tout le monde et où l'économie est considérée dans sa globalité depuis les tâches ménagères jusqu'aux projets communautaires les plus fous!

Le néolibéralisme exprime d'une manière crue le fond de commerce libéral qui postule la suprématie de quelques méritants vertueux sur cette masse d'ignares de sans-culottes qui ne savent que brailler et foutre l'anarchie, descendre dans la rue et renverser les poubelles. De cette façon, les autorités peuvent justifier les charges des forces de l'ordre et ses gaz lacrymogènes, ses balles en caoutchouc et ses coups de matraque, d'une police aux ordres des dominants locaux, ces dominants étant eux-mêmes

aux ordres des dominants du G20, qui sont eux-mêmes aux ordres des pontes de l'économie, des banques et de l'industrie, qui sont eux-mêmes aux ordres d'un système si totalitaire que nous ne pouvons plus faire autre chose que de descendre dans la rue, de hurler notre mécontentement et de renverser les poubelles néolibérales culottées!

«Le néolibéralisme? Est un peu au libéralisme ce que le stalinisme fut au socialisme. Tend à l'instauration d'un communisme privatisé où la finance imposerait sa dictature de classe grâce à l'instauration d'une idéologie unique. Ses principales victimes: la concurrence, le pluralisme, les créateurs libres et les entrepreneurs indépendants».

Jean-François Kahn

Lorsque nous analysons ce qui se passe, nous nous en sortons catastrophés car il semblerait que cette crise du néolibéralisme qui viole la terre est le signe même que chez l'homme, quelque chose dans son mental n'a pas suivi son «progrès» matériel et l'augmentation de son pouvoir, quelque chose fait que l'homme est mené par ses tendances autodestructives que rien ne semble arrêter et surtout pas tous ces appels à la responsabilisation, à la moralisation et à la mise sous éthique de ces valeurs prétextes pour le contrôle des individus. Plus nous essayons de dénoncer ce qui se passe, plus sûrement nous fonçons dans un précipice!

Ce qui fait vraiment peur est de voir à quel point nous sommes capables d'infliger des meurtrissures fatales à notre écosystème et de nous justifier sans vergogne en faisant appel à nos plus bas instincts de consommateur, à nos envies et besoins matérialistes et égocentriques, à nos tentations de pouvoir et de gloire, à nos sentiments d'exister et de

s'imposer, à nos tendances à l'enrichissement. Ce qui se passe est la preuve même que tout ce système est autodestructif et tend vers l'annihilation et la destruction finale. Tout nous pousse à la consommation et la consommation nous pousse vers un destin incertain mais certainement fatal au vivant. Nous nous comportons comme si nous étions des mécaniques parfaites sur lesquelles il suffit d'imposer une volonté pour trouver le bonheur, bonheur vendu par les temples de la consommation et les shopping-centers, nourri par la publicité reine de nos émotions!

Le néolibéralisme tend un miroir vers nous et nous voyons la mort! La mort de la terre surexploitée, des espèces menacées, du vivant massacré! La mort de tout ce que l'intelligence humaine a gagné depuis 100'000 ans et le triomphe de tout ce que l'homme porte de destructif en lui. Mais le pire est d'entendre que toutes ces justifications pour ces destructions se font au nom du progrès, de l'industrialisation porteuse, soi-disant, de bonheur, de richesse et de gloire; la morale, les valeurs et l'éthique ne servant qu'à cacher nos certitudes dans le confort des acquis matériels et de notre pouvoir sur la création. Ils nous disent qu'ils créent les emplois du futur mais à quoi bon ces emplois si nous devenons complètement malades de notre environnement massacré et surexploité. Ils nous disent vouloir nourrir le monde mais à quoi bon si le monde s'autodétruit!

Le plus grave étant qu'aucune édu-

«Le vampirisme des financiers a eu raison de la Grèce. Désormais, c'est l'Europe tout entière qui se trouve en ligne de mire. En vertu de la logique néolibérale sans aucune cohérence ni limite morale...»

Philippe Cohen, Marianne

cation ne changera quoi que ce soit à cet état, aucune loi ne modifiera ces tendances, aucun appel à la responsabilisation ne sera opérant car ces tendances sont inscrites dans nos gènes mêmes, dans notre évolution guerrière et de pouvoir, dans la conception de notre surimportance, dans l'idée même que nous nous faisons de nous-mêmes gonflés comme des coqs trop sûrs d'eux, confits dans leurs petites assurances et régnant sur leurs basse-cours comme des tyrans mégalomaniques, obsédés par l'influence qu'ils cherchent sur autrui. Tant que les puissants et les régnants ne se rendent pas compte du tort qu'ils infligent au monde et à ses habitants, tant que tout le système pousse à plus de consommation, plus d'industrialisation, plus d'exploitation, plus de compétition, tant que tout est axé sur le progrès, la croissance, la concurrence, l'enrichissement, la spéculation et le cours de la bourse, alors rien ne changera, rien n'empêchera cette course vers l'annihilation finale où les chambres à gaz seront les centres de nos villes asphyxiés par les gaz de millions de voitures et de fabriques fumeuses. Tant que nous n'arrivons pas à ap-

préhender l'entier du drame humain et à comprendre ce qui se passe et pourquoi, tant que nous ne pouvons pas reconnaître ce qui ne tourne pas rond chez nous, jamais nous ne pourrons continuer notre cheminement sur cette terre devenu notre purgatoire et l'antichambre de l'élimination de la vie sur cette terre. Le plus que nous analysons ce qui se passe, le plus que nous pouvons faire le constat d'une volonté de destruction portée non pas par quelques marginaux déjantés ou terroristes furieux mais par le commun des mortels pris dans la logique néolibérale de la pire espèce, le néolibéralisme étant le summum de la nature humaine la plus sordide, accapareuse, et, finalement, destructive.

La seule question que nous devons nous poser est de savoir comment nous débarrasser de ces puissants qui veulent nous diriger, comment arrêter ces spéculateurs de jouer notre système à la bourse, comment faire venir à de meilleurs sentiments ces directeurs qui veulent faire fortune, comment stopper ces discours apologiques qui renforcent et justifient cette économie champ

de guerre en temps de paix, comment contrer ce moralisme menottant et l'utilisation de valeurs camisolées de force contraignantes et formatrices, comment cesser de juger, de classer, de jauger les gens et de les mettre dans des prisons formées...

Oui, comment faire pour que les puissants de cette terre cessent d'être puissants pour n'être que des humains comme le commun des mortels avec nos doutes, nos peurs, nos angoisses, nos espoirs, nos visions et plans pour l'avenir???

N'oublions jamais que la réalité est que l'homme est tellement destructif qu'il est capable de tuer le monde sous prétexte de vouloir nourrir la planète et de l'étrangler pour faire son bonheur...

Vive la révolution et à bas les dominants et leur système si totalitaire que nous devons... résister avec culot!!

Georges Tafelmacher

Néolibéralisme et lutte contre le cancer

Le marché des thérapies anticancéreuses s'annonce florissant pour les multinationales qui les commercialiseraient dans les pays riches où les cancéreux sont prêts à se ruiner pour prolonger leur vie. Ainsi, avec le néolibéralisme, la recherche des laboratoires privés est de plus en plus déterminée par les gains que ses résultats leur procureraient.

En ce qui concerne l'évolution de la recherche privée sur les thérapies permettant de combattre les tumeurs cancéreuses, Franco Cavalli écrit* : «Les choses sont peut-être en train de changer aujourd'hui: la situation actuelle, provoquée par la politique néolibérale et la réévaluation du rôle de l'État qui en découle, pourrait aussi influencer la recherche. Au lieu de la combattre, il serait sûrement plus acceptable de réfléchir comment adapter la gestion des monopoles pharmaceutiques aux besoins de la population – et non pas aux intérêts boursiers.»

Franco Cavalli pense donc que la dé-

rive néolibérale pourrait être infléchie. Mais la pression du marché est plus forte puisque le nombre de cancers à prévenir ou soigner ne cesse d'augmenter et leur traitement est de plus en plus coûteux: «La thérapie pour combattre les tumeurs se basera toujours davantage sur l'usage de produits pharmaceutiques. Durant ces quinze dernières années, le coût des nouveaux médicaments antitumoraux a augmenté de manière spectaculaire, arrivant jusqu'à décupler. Tous les produits pharmaceutiques sont devenus considérablement plus chers, mais la hausse touche particulièrement le secteur oncologique. C'est la raison pour laquelle tous les experts financiers prévoient que d'ici cinq à dix ans, l'oncologie deviendra une valeur absolue, le marché pharmaceutique principal.»

La preuve d'une «moralisation» de l'industrie pharmaceutique serait donnée si leurs résultats de laboratoire bénéficiaient autant aux cancéreux nantis qu'aux exclus de la santé. Tel n'est cependant pas le cas comme

l'explique F. Cavalli: «Cette inflation disproportionnée et irraisonnable représente une des causes de l'effondrement des systèmes sanitaires dans les pays riches. Nous pouvons dès lors imaginer ce que cela signifie pour les pays pauvres, où la dépense sanitaire oscille entre 25 et 50 dollars par année et par habitant. A titre de comparaison, en Suisse, elle atteint aujourd'hui 6000 à 7000 francs suisses par année. Ces coûts excessifs ne sont pas justifiés par les frais de production, mais dus au pouvoir exacerbé des lobbies pharmaceutiques qui sont, en fait, la seule industrie à réaliser des bénéfices annuels de 15 à 20 %.»

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, dit-on. Mais dans ce cas, ce sont des millions de malheureux contre quelques spéculateurs cupides. Un cancer social.

François Iselin

*Franco Cavalli: *Cancer, le grand défi. Les nouvelles victoires de la médecine*, Favre, 2009

Néolibéralisme polytechnique

«La science et la sagesse sont aujourd'hui, hélas! deux choses bien distinctes. [...] La sagesse peut permettre de conserver le respect des sentiments humains, de faire bon visage à la tradition, d'éprouver de la tendresse à l'égard des choses de la nature, de rester ouvert aux émotions qui colorent les misères de ce monde et d'accueillir avec le sourire les mille petits rien de la vie quotidienne».

Lucien Borel, ingénieur en thermodynamique et professeur honoraire de l'EPFL, 1950.

Dictature contre Nature

Le productivisme capitaliste a doublement triomphé. D'une part, il a embourbé les aspirations des gens dans un consommateurisme futile, censé apaiser leur détresse. D'autre part, il est parvenu à imposer son modèle productiviste à la planète entière, régimes «socialistes» compris. Ainsi, aujourd'hui, toute résistance à la Dictature du marché est étouffée, détournée ou raillée.

Cette Dictature, succède à celles de triste mémoire. Elle est certes plus présentable, mais combien plus sournoise. La mafia capitaliste a usurpé la souveraineté des Etats démocratiques et s'est imposée à l'humanité précarisée et souffrante.

Cette fois, elle ne s'incruste pas dans les esprits par les harangues hystériques de quelques généralissimes ou psychopathes frustrés. Elle domine en ressassant ses contrevérités: «la santé du capitalisme est resplendissante»; «toute issue à la crise planétaire est illusoire»; «il suffit de jouir en consommant plutôt que de souffrir en s'inquiétant». Bref, le Marché nous fait marcher, mais cette fois au pas de l'oie!

La pression néolibérale est telle que une à une, les organisations qui se voulaient «socialistes» ont, non seulement adhéré à cette Dictature, mais la servent mieux encore que leurs propres nervis cravatés. Ils assurent la tâche ingrate de privatiser le bien commun et de réprimer les dernières résistances.

La Dictature productiviste ne se contente plus de guerres mondiales; mieux que de supprimer des millions d'êtres humains par les armes, elle détruit les conditions de vie de milliards d'autres. L'arsenal nucléaire

est complété par un arsenal plus dévastateur encore: celui qui élève les océans, rase les forêts tropicales, raréfie l'eau potable, fond banquises et glaciers, corrompt l'atmosphère et décime des espèces vivantes. Les sécheresses et les déluges qui en résultent feront à terme plus de morts que tous leurs V2, Guernica, Hiroshima et B52 réunis. Et cela, en toute discrétion: «catastrophe naturelle» diront-ils, d'ailleurs «le risque zéro n'existant pas!» et tout «principe de précaution» ne peut qu'entraver la Croissance. Comme il n'y a pas deux sans trois, une troisième guerre mondiale, plus meurtrière encore, devait éclater. Mais cette fois les rivalités belliqueuses entre bourgeoisies des na-

«Contrairement à ce que certains ont pu espérer il y a une année ou deux, le système néolibéral n'a pas l'air de s'autodétruire. Alors, pour transformer la crise actuelle en véritable crise existentielle du capitalisme, pour provoquer une vraie crise de conscience, c'est à nous d'être les virus et les bactéries dans ce système. Une bactérie ou un virus, c'est minuscule, on ne le voit presque pas, et tout seul, il ne peut rien faire. Mais si le milieu devient favorable, alors une bactérie ça se multiplie, un virus ça se répand, et alors ça peut provoquer des transformations terribles.»

Thomas Perret,
1^{er} Mai 2010 à Fleurier

tions «développées et civilisées» sont résolues par une mise à sac commune de la Planète.

La Dictature ploutocratique n'a rien à envier à celles totalitaires du siècle passé. Les «Arbeit mach Frei» sont remplacés par des «Travailler plus pour gagner plus». Le résultat est pire encore puisqu'alors que le slogan nazi ne trompait aucun déporté, le trozi de petits euros contre de gros sacrifices est présenté comme un marché acceptable.

Profession: ingénieur servile

Le travail d'autrui étant privatisé, tout salarié est soumis aux «lois» de la concurrence, de la compétitivité et à la soumission aux ordres du Chef. Les professions polytechniques jadis affranchies n'y échappent pas. Un à un, les ingénieurs tombent sous la coupe du Dictateur. Ils ne sont plus «civils», affectés aux travaux d'utilité publique, encore moins «civiques», se dévouant pour le bien de la société. Ils sont devenus «serviles», à la botte des entreprises productivistes pour colporter aveuglément leurs marchandises nuisibles, superflues ou obsolètes.

Cette démission des têtes pensantes et agissantes de la société constitue la plus grande menace de la Dictature conservatrice. L'abandon du logo de l'Ecole polytechnique de Lausanne au profit d'un EPFL entou-



ré de marques de fabrique illustre bien cette démission: oubliées les énergies renouvelables: soleil, nuages, forêts, barrages, chutes d'eau, turbine hydraulique. L'institution soutiendra dorénavant les entreprises les plus «porteuses» dont le nucléaire, les illusions «sciences de la vie»... et celles de la mort.

L'ingénieur captif n'impose plus les choix rigoureux émergeant de l'analyse scientifique. Il est forcé de préconiser ceux qui satisferont au mieux la cupidité des actionnaires et PDG. Or ces choix se sont avérés pour la plupart désastreux, voire criminels. La dérive nucléaire a abouti à la catastrophe nucléaire de la centrale de Lucens. Plus grave, l'acoquinement de l'EPFL avec la multinationale de l'amiante-ciment, Eternit, la rend complice d'une catastrophe sanitaire d'ampleur mondiale pour laquelle son responsable, Stephan Schmidheiny, est actuellement jugé à Turin.



suite en page 11

Et puis on se demande comment une institution publique qui se prend sérieuse et indépendante peut soutenir l'Holcim de Thomas, frère du précédent, mais pas encore jugé. L'écobilan de son «Ecobéton» est catastrophique. Dévoreur d'énergie pour sa production, fort émetteur de gaz à effet de serre, non recyclable, ni renouvelable puisque les ressources

d'argile et de calcaire, ainsi que les réserves de sables et graviers disparaissent. Le bétonnage à tout va à travers le monde engendre en plus une catastrophe humanitaire. Il n'est pas d'image de villes effondrées par un séisme qui ne désigne le principal meurtrier: les pièges mortels des dalles en béton armé effondrées.

Le procès du béton suivra celui de

l'amiante...

Comment pourrions-nous contre la dictature actuelle accorder à nouveau science et sagesse comme le réclamait Lucien Borel? L'histoire montre que les dictatures sont heureusement vite renversées, mais celle que nous vivons risque de ne pas nous en laisser le temps.

François Iselin

C'est le monde actuel qui est à la dérive

Dérive: déviation progressive d'un processus due à un manque de contrôle (définition du Petit Robert).

«Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.»

Kenneth E. Boulding,
économiste américain

de l'économie. C'est Milton Friedman, «chantre du capitalisme sans entraves» comme le nomme N. Klein, qui s'est emparé de ces «recherches» pour les appliquer en économie mondiale. Milton Friedman est le père de ce que l'on a appelé l'«Ecole de Chicago», dont les théories et les pratiques ont fait des ravages dans le monde entier. Leur stratégie peut se résumer ainsi: il s'agit d'attendre ou de créer une crise de grande envergure dans un pays puis, pendant que la population est sous le choc,

vendre l'Etat, morceau par morceau, à des intérêts privés et se hâter de pérenniser la situation. L'Etat alors endetté réduit les prestations sociales, les pauvres s'appauvrissent encore tandis que les riches s'enrichissent toujours plus.

N'est-ce pas la situation que vivent actuellement de nombreux pays du globe? En conclusion, ne faudrait-il pas parler de dérives du monde actuel?

Christiane Betschen-Piguat

Dérives du néolibéralisme? Le terme de «dérive» me semble inapproprié à propos du néolibéralisme. Au contraire, les suppôts des dogmes du néolibéralisme exercent un contrôle de plus en plus efficace sur le monde et qui se répand au détriment du pouvoir des Etats politiques. Ce mal, issu de quelques cerveaux universitaires nord-américains, s'est d'abord développé en Amérique latine, a gagné les autres continents jusqu'en Chine et sa dernière victime, c'est la Grèce aujourd'hui (certains journaux ont révélé le rôle des banques américaines et du FMI dans le désastre financier qui touche ce pays).

Il faut lire l'ouvrage écrit en 2007 par Naomi Klein, journaliste canadienne diplômée de la *London school of economics: La Stratégie du choc* (trad. française 2008, Leméac/Actes Sud). Naomi Klein explique dans son ouvrage ce qu'elle entend par «stratégie du choc». Elle part des travaux et expériences effectués dans les années 50 par un médecin psychiatre, E. Cameron, à l'université canadienne Mc Gill dont l'idée douteuse était d'induire un changement de personnalité grâce à un lavage de cerveau obtenu par un état de choc. Ces travaux, selon la thèse de N. Klein, furent encouragés aux Etats-Unis par la CIA et trouvèrent une application très inattendue dans le domaine

Solutions locales pour un désordre global

est le dernier-né des films, écologique et engagé de Coline Serreau.

Parallèlement à la publication du livre édité chez Actes Sud, il est précieux de découvrir ce documentaire qui decode avec cohérence et de puissants arguments la transformation de notre environnement, agricole notamment, depuis la fin de la guerre 39-45. On y apprend une foule de choses, souvent ignorées des médias, et nous est offert le plaisir d'approcher de passionnantes solutions alternatives en Inde, au Brésil, en Ukraine et en Suisse.

Le but de cette démarche est d'offrir matière à réflexions sur l'urgence à se réapproprier le contenu de nos assiettes et à se dégager de la tutelle des multinationales agro-alimentaires. Que ce soient les techniques agricoles, le type d'intrants et de semences, la mise sous brevets de la biodiversité ou les dégâts du délire boursicotier, tout l'ensemble mérite une remise à plat générale et démocratique. La clarté de nos connaissances en la matière nous aidera à mieux résister et cibler des actions efficaces.

Comme le dit Coline Serreau: *«Il faut montrer qu'il existe des solutions, faire entendre les réflexions des paysans, des philosophes et économistes qui, tout en expliquant pourquoi notre modèle de société s'est embourbé dans la crise écologique, financière et politique que nous connaissons, inventent et expérimentent des alternatives.»*

www.solutionslocales-lefilm.com: un outil pour aller plus loin...

Edith Samba

«Combien de temps peut tenir un système global incapable de la moindre cohérence, de toute éthique»

Jean-François Kahn

L'individu en régime néolibéral et les droits sociaux de la personne

Avec l'humanisme qui renaît brièvement de ses cendres à l'issue des massacres de populations civiles et des camps d'extermination de la Seconde Guerre mondiale, la *Déclaration universelle des droits de l'homme* du 10 décembre 1948 remet à l'honneur l'être de raison du siècle des Lumières. Bien connu, mais très rarement appliqué, l'article premier de la DUDH affirme: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité». Raison et conscience, discernement et sentiment de solidarité sont les traits distinctifs d'un être humain que l'article 3 désigne en tant qu'«individu»: «Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne».

«La crise financière avait donné la main aux gouvernements pour remettre d'aplomb – et si possible dans le droit chemin – un système financier ébranlé par ses propres folies. On a dénoncé les *banksters*; on a chanté la «régulation» sur tous les balcons; on a menacé les *hedge funds*, les paradis fiscaux et les agences de notation de réformes cruelles et sans pitié; on a réuni des G20 de crise, publié des communiqués triomphalistes, proclamé le retour de la morale de l'effort. Et puis... plus rien. Bernique. La montagne n'a même pas accouché d'une souris. Dès lors, les traders, les agences de notation, bref les marchés, comme on dit à la télé, se sont dit que le pire, pour eux, était passé. Ils se sont donc ressaisis. Les banquiers ont récupéré leurs bonus, les banques leurs profits, les agences de notation leurs analyses criminelles pour les peuples. C'est de nouveau *le Bal des vampires* qui se joue dans l'économie européenne.»

Marianne,
du 8 au 14 mai 2010

Or c'est précisément de la notion de liberté que sont nés tous les maux entendus entretenus par la pensée économiste contemporaine quant à l'individu. De fait, le néolibéralisme centré sur le profit à tirer du capital s'est focalisé sur la seule liberté du marché (mondialisé). Ainsi les libertés fondamentales assises sur les droits partagés qui constituent l'individu abstrait de la DUDH ont été transformées en des libertés individuelles; ces libertés de la personne permettraient à chacune et chacun de se développer concrètement selon ses capacités propres. Dans cette mesure, l'individualité est désormais assimilée à la sphère privée que garantirait même le secret bancaire; et les droits égaux qui devraient assurer à chaque être humain des devoirs réciproques sont réduits aux droits de la personne dans sa singularité. Depuis de nombreuses années, la promotion est à la propriété immobilière particulière et à la résidence secondaire pour mieux répondre aux besoins d'espace privé de chacun, à la voiture personnelle pour coller à la nécessité de la mobilité individuelle quand ce n'est pas à l'égoïsme écologique dont le 4x4 est le symbole, à l'école privée pour permettre à chacun de se développer «selon ses potentialités et ses moyens propres». La suite est connue: invasion des campagnes par l'«urbain diffus» avec les conséquences environnementales délétères que l'on constate notamment du point de vue de la dépense énergétique; absence de soutien réel aux transports publics en dépit d'un impact beaucoup plus limité en termes d'espace et d'énergie; dénigrement des écoles publiques malgré les gros efforts qui y sont déployés quant à la réalisation de l'égalité des chances et quant à l'intégration sociale.

Mais il y a bien pire. Qui dit liberté d'habiter, de se déplacer et de se former sur une base individuelle et privée signifie aussi détenir les moyens financiers permettant habitat, déplacements et formation individualisés. Dès lors, par le principe

de la concurrence («non faussée»...) l'exercice de ces différentes libertés se trouve subordonné à la liberté du marché; c'est la loi «naturelle» d'une économie qui ne produit plus que secondairement pour répondre aux besoins fondamentaux de l'être humain tels qu'ils sont inscrits notamment dans la DUDH: alimentation, habillement, habitat, soins médicaux, formation. En bonne logique de libéralisme économique, l'investissement et la production doivent en effet principalement répondre aux règles de l'accumulation du capital. Par la transformation de la valeur d'usage en simple valeur d'échange, la production est dès lors soumise aux lois (naturalisées) du marché; ces lois obéissent elles-mêmes au principe du profit financier le plus rapide et à l'exigence de la rentabilité économique la plus élevée. Une telle soumission à la marchandisation étendue de toutes les activités de production humaine a eu quatre conséquences catastrophiques pour les plus faibles, autant à l'intérieur des pays occidentaux qu'à l'égard des pays défavorisés:

- dans les entreprises, une diminution de la part consacrée aux salaires au profit de la rémunération du capital, et ceci en dépit de l'augmentation constante de la productivité;
- une libéralisation des marchés internationaux qui ouvre les pays les plus pauvres à l'investissement par les multinationales et qui force ces pays à produire aliments et biens de consommation à moindre prix pour les pays nantis au lieu de répondre à leurs besoins propres;
- une vague de privatisations des services publics dans les domaines des transports, de la communication, de la production d'énergie, voire de la santé pour en augmenter la «rentabilité» et s'en approprier les profits potentiels;
- un accroissement considérable de la distance entre les plus pauvres

suite en page 13

et les plus riches, autant à l'intérieur d'un pays qu'entre les pays eux-mêmes, avec les inégalités et les discriminations sociales que cela provoque du point de vue intérieur et les vastes mouvements d'émigration/immigration que cela induit à l'extérieur.

Dans une société productiviste qui ne peut survivre que par la «croissance», dans une civilisation de la prestation et de la performance personnelles, l'individu libéral issu de l'émancipation des Lumières est transformé en un producteur et un consommateur appelé à s'endetter pour suivre le mouvement d'accélération et de diversification de la consommation par la création de pseudo-besoins. L'individu attaché au régime démocratique et laïque censé garantir ses libertés et ses droits est ainsi désormais soumis aux contraintes d'une publicité d'incitation à la consommation et à l'endettement; il y est porté par

la propagande tapageuse de médias entièrement soumis aux règles du marché de médias où l'on a de la peine désormais à distinguer ce qui est la part de la publicité et ce qui devrait relever de l'information. Des spots publicitaires aux émissions de télé-réalité en passant par les journaux télévisés, le ton est toujours le même, favorisant désinvolture, opportunisme et cynisme. Les représentants des partis politiques sont loin d'échapper à ces manifestations de la défense des intérêts les plus personnels et de la satisfaction des tendances les plus égoïstes et les plus viles de l'être humain. L'idéologie de l'individu-acteur du marché n'est pas sans impact sur ses conditions de travail: les travailleurs plus encore que les travailleuses, les employées plus encore que les employés sont soumis à un salaire au mérite censé tenir compte de leurs capacités et prestations individuelles. Elles et ils subiront bientôt les effets discriminatoires de retraites par capitalisation

plutôt que par répartition des cotisations. Elles et ils sont confrontés à la perte d'identité provoquée par la flexibilisation, la mobilité et la précarisation qui sont requises par les méthodes de «management»; dans une perspective «entrepreneuriale», ces méthodes de gestion, fondées sur l'apologie de la «performance» individuelle et de la rentabilité, obéissent à l'unique règle de la maximisation des profits (au bénéfice des propriétaires et des actionnaires). Ainsi l'exigence de la croissance, fondée sur le seul critère du profit financier, signifie l'exploitation sans frein aussi bien des ressources naturelles que des individus; ils sont d'ailleurs eux aussi réduits à l'état de simples «ressources (humaines)». Les effets destructeurs du productivisme capitaliste sur l'environnement et sur l'épanouissement de l'individu ne sont plus à dire: nous les avons chaque jour sous nos yeux.

Claude Calame

Je me souviens...

Lorsqu'en 1990 j'ai mis un terme à ma pratique médicale, j'ai commencé à noter au jour le jour les idées qui me semblaient mériter réflexion.

En 1992, Claude Roy, dont je lisais alors son *Rivage des jours* (Gallimard) paru cette même année, note que son ami Octavio Paz écrivait deux ans auparavant: «...que l'économie de marché n'est pas la panacée, qu'elle produit de graves injustices, que produire pour consommer et consommer pour produire, c'est une vie mutilante» (page 31).

En 1996, Bernard Bertossa, procureur général à Genève, in Denis Robert *La Justice ou le chaos* (Stock, 1996 (page 45) écrit: «L'économie s'est mondialisée. Le pouvoir économique échappe aux pouvoirs nationaux, alors que le pouvoir politique est encore très nationaliste. Et il n'y a pas encore de contre-pouvoir international suffisant pour imposer des règles démocratiques à l'activité économique.»

En février 1998, dans 24 Heures, J.-

L. Strohm au contraire vante la politique économique libérale en ces termes: «*La politique de l'emploi coûte et elle fournit du travail à court terme. La politique de l'entreprise rapporte et elle fournit du travail à long terme.*» Personne ne relève le gant.

Réflexion d'actualité: «*L'homme blanc est le pire des prédateurs de notre planète.*»

On ne le redira jamais assez.

En 1998 également, José Ribeaud alerte ses lecteurs dans un livre intitulé *Quand la Suisse disparaîtra* (L'Aire, 1998). Il écrit (page 255): «*Il s'avère que l'économie ultralibérale – moteur de la globalisation économique – est incompatible avec la tradition d'entraide et de solidarité confédérale, car elle repose sur la morale du profit et non sur le principe de subsidiarité.*»

Et c'est finalement en 1999 que Michel Freitag, professeur de sociologie à l'Université du Québec

à Montréal, publie en collaboration un livre *Le monde enchaîné*, aux Editions Nota Bene. A ce titre, il donne deux séries de cinq entretiens d'une demi-heure chacun en novembre 2001 et février 2002 à RSR Espace 2, dont j'ai grandement bénéficié tant l'orateur était un excellent enseignant.

Il fit l'historique de la genèse du capitalisme, démontra que la globalisation n'est pas l'aboutissement inéluctable de l'évolution de l'économie, mais une invention de quelques économistes qui aurait pour conséquences des effets délétères sur toutes les sociétés du monde.

Mon camp était vite choisi! Et finalement, j'ai appris tout récemment qu'en 1976, un nommé Milton Friedmann, futur prix Nobel, parla pour la première fois d'une économie «virtuelle». Tout était dit...

Henri Jaccottet

Résister au démantèlement des droits, repenser radicalement la démocratie

À l'Université de Lausanne s'est tenu fin avril 2010 un passionnant colloque international de théorie politique, sous la direction de Marie-Claire Caloz-Tschopp. Une multitude d'intervenants, venant de différents pays et de différentes disciplines, s'est exprimée à partir d'un ancrage académique, professionnel ou militant, pour examiner la pensée et l'action dans le pouvoir, et pour explorer, à travers le prisme de la colère, les dynamiques soumission-insoumission et création politique.

Pour ma part, j'ai abordé cette problématique en commençant par porter un regard sur mon propre parcours personnel et mon double ancrage professionnel et militant. Le fait d'être né en Uruguay, de disposer de trois nationalités et d'avoir grandi dans un environnement social et familial plurilingue, a favorisé une remise en question de «l'identité nationale» et m'a sensibilisé au thème de l'exil. Après ma formation juridique, j'ai travaillé 10 ans dans une œuvre d'entraide nationale comme juriste auprès des personnes réfugiées, puis j'ai obtenu un brevet d'avocat. Je travaille aujourd'hui dans un collectif d'avocats qui veut orienter sa pratique vers la défense des dominés, l'articuler aux luttes, associations ou syndicats, et choisir ses dossiers en fonction de ces critères. Parallèlement à cela, je suis actif depuis 25 ans dans un collectif politique libertaire, ainsi que dans des associations et mouvements de lutte sur les terrains asile-migration.

Avec ce double regard de professionnel du droit et de militant, je me suis intéressé aux domaines des politiques d'asile et d'immigration, ainsi que des assurances sociales, qui ont constitué un terrain d'observation privilégié. En effet, ils apparaissent comme des laboratoires sociaux et révèlent les lacunes du droit, le démantèlement croissant des droits subjectifs et la remise en question des fondements de l'Etat de droit.

J'ai pu observer en direct comment, dans le contexte général de la forte offensive réactionnaire du total-libéralisme, s'est mise en place «la chasse

aux abus», un des outils ayant joué un rôle essentiel politiquement et juridiquement. Ce concept s'est généralisé, traduisant une nouvelle forme de gouvernement et de résolution des problèmes sociaux. Il a fait apparaître «l'Etat méfiant», remettant en cause la présomption de la bonne foi de l'article 3 du Code civil, principe fondamental de notre ordre juridique et condition nécessaire de la vie en société pacifiée: l'Etat nous dit que nous sommes en guerre sociale.

«N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire».

Caton le Censeur,
V^e siècle avant J.-C.

L'exemple de l'aide d'urgence apparaît particulièrement révélateur. Le Tribunal fédéral a créé en 1995 le droit de réclamer de l'Etat un soutien pour les plus démunis, y compris pour les réfugiés clandestins. Cette obligation de garantir «la couverture des besoins élémentaires pour survivre d'une manière conforme aux exigences de la dignité humaine» a été ancrée en 2000 dans la nouvelle Constitution fédérale comme droit à l'aide d'urgence dans des situations de détresse. Aujourd'hui, ce même droit est utilisé comme outil de découragement, d'indignité et d'inhumanité: on a renversé le sens de la survie, en contraignant les personnes à s'en contenter pour les décourager et les pousser à quitter «volontairement» le territoire, sur le modèle des mesures incitatives pratiquées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans les pays du Sud.

J'ai vu également se multiplier de graves atteintes aux libertés par l'accroissement de nouvelles formes de privation de liberté (détenation administrative en vue du refoulement, internement à vie).

Les discours sur la dangerosité ou sur la nécessité d'éloigner certains individus des territoires nationaux conduisent à des pratiques de destruction

physique des personnes. Le démantèlement de l'Etat lui-même, marqué par la privatisation de tâches de sécurité ou de maintien de l'ordre public autrefois considérées comme régaliennes, rend particulièrement difficile la protection des droits individuels.

Face à de tels faits, il faut s'interroger sur la pertinence de l'obéissance et du respect aux lois consacrant l'injustice. Au-delà des difficultés qui se présentent et dont je suis conscient, je plaide pour un engagement ancré dans une position de résistance aux démantèlements des droits et des cadres qui les garantissent, à la fois comme citoyen militant et comme professionnel du droit. Cette articulation ne va pas toujours de soi. Pour tenter de trouver des réponses, je me suis référé d'une part aux travaux précieux de Howard Zinn sur l'histoire de la désobéissance civile. D'autre part, j'ai trouvé des sources d'inspiration dans des études sur l'engagement au jour le jour d'avocats, notamment dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale.

«Le poisson ne voit pas l'hameçon, il ne voit que l'appât; l'homme ne voit pas le péril, il ne voit que le profit».

Proverbe mandchou

Plus largement, il me paraît indispensable de repenser radicalement la notion de démocratie, conçue comme un mouvement permanent où l'on intégrerait l'apport des luttes sociales et de la désobéissance civile, dans une perspective de respect des droits fondamentaux existants et à construire. A cette réflexion fondamentale devrait s'ajouter un questionnement de la place et du rôle de l'Etat, à l'heure où l'on privatise des fonctions et des tâches déléguées historiquement à la souveraineté étatique, dont le monopole de la violence. L'urgence de cette question découle du constat de la propre violence de l'Etat qui remet en cause les droits fondamentaux.

Christophe Tafelmacher

Itinéraire d'un universitaire genevois

Ivo Rens, Bruyland, Bruxelles, 2009



Dans ce livre, Ivo Rens raconte sa vie et sa carrière depuis sa naissance en 1933 à Anvers jusqu'à aujourd'hui. Né de père belge et de mère française d'Algérie, il a vécu la Deuxième Guerre mondiale entre la Belgique, l'Algérie l'Angleterre et le Canada. En 1957 il entre à l'Union interparlementaire dont le siège est à Genève et visita l'Afrique occidentale en tant que fonctionnaire international. Après des études de droit et après avoir occupé diverses charges en Belgique et en Nouvelle-Zélande, il fut nommé professeur à la faculté de droit de l'Université de Genève.

Au plan politique, Ivo Rens est socialiste. Il est préoccupé par les grands

dangers que la civilisation économique-industrielle fait courir à la planète et à la société. Il s'est en particulier investi dans la lutte anti-nucléaire et avait lancé en 1978 l'Appel de Genève qui s'adressait aux élus politiques des pays européens en vue d'obtenir le renoncement au surgénérateur Superphénix, lequel représentait à ses yeux un premier pas vers la société du plutonium, société soumise à un esclavage technologique et dans laquelle le droit à l'erreur n'existerait plus.

Inspiré par Colins et Georgescu-Roegen, Ivo Rens termine son ouvrage par une condamnation sans concession de la croissance économique. L'effondrement de la civilisation industrielle

lui semble inévitable et il présente des arguments soutenus par de nombreuses références à l'appui de cette perspective.

Mélange d'autobiographie et de philosophie, le livre d'Ivo Rens est une lecture intéressante et agréable. L'auteur a vécu quelques moments clés de l'histoire du XX^e siècle et a bien réalisé que la civilisation industrielle «a organisé non seulement le pillage, mais encore le saccage de la Planète». Espérons que son livre sera lu par les trop nombreux économistes et politiciens qui ne veulent pas voir les conséquences de ce qu'ils font.

Pierre Lehmann

Au milieu de nulle part

Emilie Salamin-Amar, Editions Planète Lilou, 2010

En huit ans, Emilie Salamin-Amar en est déjà à son seizième livre. Et elle ne se contente pas d'écrire; en plus, elle conçoit, édite et relie. Il faut dire que notre amie, membre du comité rédactionnel de l'essor, a beaucoup de chose à dire et l'écriture est

un moyen d'expression dans lequel elle excelle.

A l'affût de tout ce qui se passe, Emilie Salamin-Amar se plaît à tisser la trame de ses livres à partir des bribes d'informations parues dans la presse

ou sur internet. Avec humour et imagination, elle s'est saisie du problème de la crise boursière et du rôle des traders pour raconter l'ascension et la lente descente aux enfers de l'un d'entre eux, qu'elle nomme Noam Bodède. Au temps de sa splendeur, il se sent irrésistible; il a tout: il gagne plus que le président des Etats-Unis, toutes les femmes sont à ses pieds et dans son lit, il fréquente les plus beaux palaces de la planète. C'est un personnage arrogant, trop sûr de lui, prétentieux, auto-suffisant. A part l'argent, il n'a que trois passions: les paris (avec une pièce truquée!), les rencontres avec les hommes et les femmes nés comme lui un 29 février et la collection de boîtes d'allumettes avec la photo d'un phare.

Puis vint la chute de la Bourse (l'auteur surnomme joliment Walls Steet Vol Street), le licenciement de la grande banque qui lui a rapporté des millions et qui en a fait perdre encore davantage à ses clients. Et c'est la longue descente aux enfers, la fuite en avant... au milieu de nulle part. Et il a fallu des jours de solitude au bord des rives du Saint-Laurent pour que commence enfin le long chemin de la rédemption. Un roman, dit Emilie Salamin-Amar de son ouvrage. Il se lit comme tel mais c'est aussi le révélateur du grand mal de notre époque: la recherche effrénée de l'argent.

Rémy Cosandey

Message aux générations futures

Isabelle Chevalley, Editions G d'Encre, 2010

Le livre est mince (à peine 100 pages) mais le message qu'il entend véhiculer est d'une tout autre épaisseur. Le titre est particulièrement explicite: «Message aux générations futures». En termes brefs mais percutants, Isabelle Chevalley s'interroge et nous interpelle: «Mais pourquoi, alors que nous savions, nous n'avons rien fait?»

Ce livre constitue un témoignage de notre époque face à trois grands problèmes environnementaux: les changements climatiques, l'énergie nucléaire et les OGM (organismes génétiquement modifiés). L'auteure dénonce les mensonges de ceux qui prônent le pétrole et le nucléaire par seul souci de leurs profits. Elle explique pourquoi ces énergies sont limitées et dangereuses (émanation de CO₂, déchets à éliminer) et souligne qu'il est indispensable d'investir dans les énergies renouvelables. «Le soleil, affirme-t-elle, nous envoie en une heure l'énergie que l'humanité consomme en une année».

Ecologiste, Isabelle Chevalley est aussi libérale et s'efforce de convaincre les entreprises de la justesse de ses thèses: «On pourrait citer des centaines d'exemples qui démontrent que l'écologie s'accorde avec l'économie. A la place d'une économie de gaspillage, il faut se diriger vers une économie de recyclage».

Encore un mot pour dire que ce livre a été réalisé selon les principes les plus récents de la neutralité climatique et du développement durable par l'imprimerie Gasser SA au Locle.

Rémy Cosandey



Au bonheur des salariés...

Changer le capitalisme? Une idée très actuelle mais en quête d'un modèle... Ce pourrait bien venir d'Angleterre, des 28 grands magasins John Lewis et des 223 supermarchés Waitrose dans lesquels chaque salarié a voix au chapitre sur la gestion et perçoit une part des bénéfices.

Le fondateur, John Spedan Lewis, né en 1885, refuse l'inégalité criante entre employés et patrons dans le grand magasin créé par son père et prend la direction de Peter Jones afin d'essayer autre chose: il instaure une journée de travail plus courte, des congés plus longs et, par étapes, fait en

sorte que la propriété de l'entreprise et sa gestion reviennent aux salariés. Ce rapport différent au travail donne des résultats: les bénéfices grimpent, l'entreprise résiste mieux aux crises, les vols sont quasi inexistant et les employés sont plus créatifs, plus engagés, plus heureux en un mot. Ce plus ancien exemple d'entreprise à actionnariat salarié au Royaume Uni semble pouvoir être un modèle possible. «S'il s'agit de savoir la voie que doit emprunter le capitalisme, ce qu'est exactement une bonne entreprise et ce qu'elle doit faire, John Lewis n'est pas le pire modèle à étudier».

D'après *Courrier International*, mai 2010 (transmis par H. J.)

Ce sont elles les vrais modèles

Le 17 mars 2010 à Genève, le prix d'honneur «Femme exilée, femme engagée» a été décerné à Marguerite Emery-Wicky, militante pour les droits humains dans le monde. Grace à elle s'est créé un mouvement «Jusqu'à ce qu'on les retrouve» afin de faire reconnaître la «disparition forcée» en Argentine et dans le monde entier comme un crime contre l'humanité. Avec elle, quatre jeunes femmes étrangères, Macédonienne, Afghane, Marocaine et Colombienne, ont été récompensées pour leur engagement au-delà des frontières et des difficultés.

forum : La surpopulation: un danger pour la planète?

Et si...

Fidèle aux valeurs de notre petit journal *l'essor*, je me suis posée une question toute simple au sujet de la surpopulation de notre belle planète. Ne voulant pas vous ennuyer avec une longue liste de chiffres, j'ai pensé que l'énumération suivante était suffisamment édifiante:

Et si... Mao n'avait pas imposé aux familles chinoises l'enfant unique. Combien serions-nous à ce jour?

Et si... les pays riches industrialisés baissaient les prix des médicaments afin de lutter efficacement contre le sida en Afrique et autres pays du tiers monde. A combien d'âmes la population mondiale se chiffrerait-elle?

Et si... dans le même registre, nous faisons preuve de solidarité envers les populations les plus démunies afin d'enrayer la mortalité infantile. Combien serions-nous sur Terre à ce jour?

Et si... dans un ultime élan de générosité nous luttons efficacement contre la faim dans le monde. Combien d'êtres humains devrait-on rajouter à notre comptabilité?

Et si... la sagesse venait enfin habiter les consciences et que la paix régnait sur toute la surface de la Terre. Combien serions-nous?

Et si... la liste est encore très longue!

Qui peut oser me dire si je suis surnuméraire? Au nom de quoi et de qui et surtout selon quels critères, quiconque peut prétendre vouloir réguler la surpopulation mondiale? Qui peut s'octroyer le droit de vie ou de mort sur ses semblables? Rien que d'y penser, j'ai la nausée car je crains des dérives, pour ne pas dire le pire!

Emilie Salamin-Amar

La consommation responsable...

Dans un contexte de crise économique, 47% des Français déclarent avoir opté pour une consommation plus éthique en 2009 et un nombre croissant se dit aussi prêt à développer de nouveaux modes d'échange comme louer, acheter et utiliser certains biens à plusieurs. Selon une autre étude, 40% déclarent favoriser les circuits courts et les produits locaux, tandis que le «faire soi-même» (le pain, les yaourts, le tricot, etc.) est plébiscité par 90% des Français. Source: www.ethicity.com

D'après *L'Age de faire*, juin 2010

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Toujours les dérives du néolibéralisme

Les dérives du néolibéralisme est un thème inépuisable. Toutes les personnes que nous avons contactées pour en parler nous ont répondu favorablement. Et plusieurs lecteurs nous ont envoyé une contribution spontanée. Résultat: nous avons suffisamment de matière pour faire un numéro de 16 pages et pour revenir sur le même sujet après les vacances d'été. Désireux d'aborder des thèmes d'actualité, nous avons déjà choisi

ceux des numéros 5 et 6 de *l'essor*. Au mois d'octobre, nous parlerons de l'après-pétrole. En décembre, nous aborderons un sujet tout aussi important pour l'avenir de notre pays: la menace islamique. Avec un gros point d'interrogation pour bien monter que nous ne souscrivons pas aux thèses de ceux qui confondent islam et islamisme. Nous invitons d'ores et déjà nos lecteurs à nous adresser leurs articles. / rcy

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@bluewin.ch

Abonnement annuel : Fr. 36.- (20 euros)
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 juillet 2010
prochain forum : Les dérives du néolibéralisme